



Rapport d'activité 2019

Chaire Gouvernance & Régulation



8

Edito

10

La Chaire

Sommaire

- 12 Le Club des régulateurs
- 14 Nos thématiques de travail
- 15 Nos trois axes d'activités
- 17 Recherche
- 37 Formation
- 45 Débat
- 55 Gouvernance et équipe

Partenaires de la Chaire



Partenaires experts

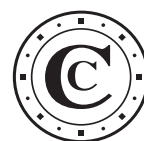


DE PARDIEU BROCAS MAFFEI
AVOCATS

Partenaires institutionnels



Cour des comptes



Notre réseau



Governance
Analytics



Institutional &
Organizational
Economics
Academy



society for institutional &
organizational economics



2019
en chiffres

27

Partenaires

24

Chercheurs associés
à la chaire

26

Événements organisés

15

Projets de recherche
et thèses

92

Intervenants

24

Publications
académiques

18

Notes de réflexion

17

Interviews vidéos

Edito



La cinquième année d'activité de la Chaire Gouvernance et Régulation a été marquée par la soutenance des premières thèses issues des travaux de la Chaire. Il s'est agi de travaux sur le lobbying auprès de la Commission Européenne, un sujet qui a fait l'objet de peu d'investigations systématiques et académiques, et d'autres portant sur les facteurs influençant l'indépendance des décideurs publics, en l'occurrence des juges, et les gains en efficacité économique que l'on peut en attendre. Les travaux de ces deux jeunes docteurs ont été par ailleurs distingués dans différentes conférences et ils ont l'un et l'autre démarré des carrières, l'une au Ministère de l'Économie et des Finances, l'autre dans l'un des meilleurs départements de recherche en économie d'Europe.

D'autres doctorants et chercheurs post-doctorants de la Chaire, ainsi que sa déléguée générale, ont été recrutés par des autorités de régulation ou des Universités en France et en Europe, soulignant le double ancrage, et la capacité de projection de la Chaire dans les milieux de la décision comme dans ceux de la recherche académique.

Plusieurs chercheurs seniors de la Chaire ont aussi bénéficié de nominations ou distinctions, confirmant la capacité de l'équipe à contribuer à la réflexion sur des sujets aussi divers que la régulation du numérique, la gouvernance de la transition énergétique, la politique de concurrence.

Cette diversité thématique qui caractérise nos travaux se retrouve dans les nombreuses conférences organisées tout au long de l'année qui nous ont permis de discuter les analyses de nombreux experts et praticiens de la régulation dans différents contextes sectoriels et nationaux. Elles témoignent de ce rôle de plateforme de rencontre et de réflexions partagées que la Chaire

veut jouer. L'année 2019 a également été marquée par l'inauguration d'une formule novatrice de séminaire résidentiel de réflexion avec des cadres dirigeants et des experts, en l'occurrence sur les enjeux de la transition énergétique pour les gestionnaires de réseaux de distribution électrique. Ce dispositif vient compléter nos autres mécanismes de réflexion associant praticiens, experts et académiques afin de poser des diagnostics communs et explorer les possibles.

Dans la même optique de contribution à l'éclairage du débat public, la Chaire a commencé à systématiser la production de « GovReg Notes » destinées à poser de manière rigoureuse et synthétique un certain nombre de débats de politiques publiques ou d'enjeux stratégiques pour les acteurs d'un secteur d'activité donné.

Notre collection de tutoriels vidéo à destination d'un public d'étudiants a également été lancée officiellement au début de l'année universitaire 2019-2020 avec pour vocation de s'enrichir au fil du temps en s'appuyant sur notre réseau de coopérations académiques internationales.

D'autres innovations sont à attendre dans le courant de l'année 2020 où nous comptons renforcer encore nos travaux reposant sur des bases de données et des méthodes originales issues des sciences des données, pour traiter de questions tant centrées sur la manière dont la régulation se construit, fonctionne et évolue en pratique, que sur la façon dont il lui faut se transformer sous l'impact des stratégies des parties prenantes et des grands défis auxquels elle doit répondre.

2020 sera marquée par le renouvellement du réseau de partenaires de la chaire, l'arrivée de nouveaux membres dans l'équipe et des travaux sur de nouvelles thématiques qui viendront enrichir encore la dynamique d'enrichissements mutuels dont tous les membres de la Chaire bénéficient ; cette dynamique demeure le moteur de notre capacité à proposer des analyses innovantes et utiles à une variété de publics intéressés par la manière d'articuler objectifs de politiques publiques et efficacité économique ■

Eric Brousseau
Directeur Scientifique





La Chaire gouvernance et régulation

La Chaire Gouvernance et Régulation est une plateforme favorisant la coopération entre parties prenantes de la régulation (autorités de régulation, entreprises, pouvoirs publics) et experts (réseaux académiques, cabinets de conseil, organisations internationales), dans le but de mieux comprendre l'économie politique de la régulation et d'en améliorer les cadres institutionnels et les pratiques.

L'importance des questions de régulation

La régulation est un élément clé de la performance économique, car elle agit tant sur la compétitivité de l'offre que sur les modalités de répartition des gains de productivité entre les différentes parties prenantes. Si la régulation peut être conçue à court terme comme un cadre établi au sein duquel ces dernières interagissent, elle ne peut être réduite exclusivement à un problème d'adaptation optimale de la structure du marché aux contraintes spécifiques de la production. En effet, à moyen terme, la technologie de production et les périmètres de marché ne sont pas exogènes, mais résultent de choix politiques et sociaux, ainsi que des stratégies des entreprises. L'enjeu d'une meilleure organisation de la gouvernance économique et de la mise en œuvre de cadres de régulation plus efficaces concerne l'ensemble des acteurs économiques, à commencer par les opérateurs des secteurs régulés ainsi que les usagers. Au-delà des surcoûts et de l'incertitude qu'entraîne une régulation inadaptée, il en va de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité de certaines activités, et *in fine*, du dynamisme industriel et commercial, de la capacité d'innovation, de l'emploi dans les secteurs concernés, et même de la compétitivité nationale, tant les secteurs régulés produisent des externalités pour le reste de l'économie et pour la société dans son ensemble ■

La réponse de la Chaire

A partir d'une approche transectorielle, la Chaire Gouvernance et Régulation se donne pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension de la dynamique, des modalités et des performances de la régulation. Elle s'appuie sur le postulat que pour comprendre la régulation et la faire évoluer il convient à la fois de situer l'interaction entre régulateurs et régulés dans le cadre plus vaste des dynamiques qui président à l'organisation des industries et des marchés, et de s'intéresser à la manière dont la régulation est mise en œuvre au plan opérationnel. Cadres institutionnels et outils se conditionnent mutuellement et leurs interactions déterminent le champ des possibles en matière d'évolutions. Les thèmes abordés, comme la démarche retenue articulant approche conceptuelle et réflexion opérationnelle, sont la garantie pour ces acteurs de participer à des travaux en prise avec leurs problématiques concrètes, tout en conservant une hauteur de vue pertinente et originale ■

anction
ants
Risque
ce
Coûts
opérateurs
égement de



Le club des régulateurs

Afin d'associer en toute indépendance les régulateurs aux travaux de la Chaire, mais aussi pour favoriser les échanges entre eux et développer une réflexion sur leurs problématiques communes, un Club des Régulateurs a été créé.

Le Club des Régulateurs regroupe les autorités de régulation qui souhaitent coopérer sur les enjeux institutionnels, organisationnels et méthodologiques qui leur sont communs.

En effet, bien que les autorités sectorielles de la régulation aient des statuts différents selon les secteurs et les pays, elles font face à des défis communs, tant sur le plan technique (redéfinition permanente des périmètres de concurrence du fait des innovations techniques et marketing; évolutions de la notion d'intérêt général; complexification croissante des relations entre acteurs en raison de la "dé-intégration" des industries etc.), que sur le plan institutionnel et organisationnel (leviers d'intervention; statut, organisation et moyens; recouvrement des compétences; articulation de leur action au plan européen avec leurs homologues et avec les institutions européennes; organisation des relations avec les parties prenantes de la régulation; gestion des complémentarités avec les autorités de concurrence, etc.) ■



arjel

Autorité de régulation
des jeux en ligne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL



Nos thématiques de travail

Les objectifs et les outils de la régulation

On s'intéresse à l'effectivité et l'efficacité des outils manipulés par le régulateur. On s'interroge sur leur impact réel, sur les incitations des parties prenantes ainsi que sur les risques qu'elles supportent. Il est également question de la manière dont les régulateurs peuvent organiser leur activité, développer leur expertise, asseoir leur légitimité et renforcer leur effectivité.

Politiques publiques et cadre institutionnel de la régulation

On s'intéresse aux déterminants économiques, politiques et institutionnels des cadres de l'activité économique et aux différentes dimensions de la performance de ces derniers. L'étude de l'architecture institutionnelle présidant à l'action des régulateurs permet de mieux comprendre la portée et les limites de leur autorité, leurs marges de manœuvre, ainsi que la manière dont leur action s'articule avec d'autres organes de gouvernance. Il s'agit aussi de s'interroger sur les divers vecteurs de la gouvernance économique.

Les stratégies des acteurs

On explore les outils à travers lesquels les diverses parties prenantes tentent d'influencer la régulation, de revenir sur leur efficacité respective, et de travailler sur la légitimité des processus à travers lesquels les protagonistes peuvent agir. La régulation doit en effet tenir compte des contraintes et préférences des opérateurs économiques (firmes installées comme nouveaux entrants), des utilisateurs (des ménages aux grands comptes), des citoyens (représentés par des ONG ou non), des pouvoirs publics (du niveau local au niveau européen), tant pour être efficace, que légitime et utile.

Secteurs concernés

- Energie
- Transports
- Communications électroniques
- Audiovisuel
- Assurance, banque et finance
- Jeux et médias en ligne
- Santé
- Infrastructures et services urbains

Innovation et grands défis

On s'interroge sur la manière dont les grands défis contemporains, tels que le Big Data, les innovations disruptives, la globalisation, la construction européenne, le changement climatique, etc., impactent les opportunités comme les risques en matière de régulation, dans le but de mieux appréhender les défis auxquels la régulation devra répondre et comment elle devra s'adapter.



Nos axes d'activités

RECHERCHE

FORMATION

DÉBAT





Recherche

8 Projets de recherche

2 Thèses soutenues

5 Thèses en cours

12 Doctorants et post-doctorants

24 Chercheurs associés

11 Événements académiques

24 Publications académiques

Nos projets de recherche

ÉVALUATION ET COMPARAISON DE L'INDÉPENDANCE DES AUTORITÉS DE RÉGULATION

A partir des enquêtes réalisées par la Division de la Politique Réglementaire (Direction de la Gouvernance Publique et du Développement Territorial) et le Network of Economic Regulators (NER) de l'OCDE, ce projet de recherche porte sur le statut, l'indépendance et la responsabilité des régulateurs dans les industries de réseau, et la comparaison des régimes de régulation dans les pays membres de l'OCDE.



LE DÉVELOPPEMENT ET LE FONCTIONNEMENT DES BUREAUCRATIES PUBLIQUES ET LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

Les archives administratives et historiques permettent d'étudier sur longue période le fonctionnement des institutions, la manière dont des décisions sont prises et de comprendre l'impact de ces dernières. Ce projet porte sur l'émergence de la gouvernance économique au XVIIIème siècle en France et nous renseigne à la fois sur les contraintes présidant à l'organisation des marchés et sur le fonctionnement des bureaucraties publiques et des collèges d'experts ou de décideurs.



CRÉATION DE VALEUR DANS LE NOUVEL ÉCOSYSTÈME DE MOBILITÉ

L'énorme capacité de collecte et de traitement des données a eu un impact considérable sur plusieurs aspects de l'économie et de la société. Dans le secteur de la mobilité, par exemple, l'émergence de nouvelles technologies et le soutien institutionnel des autorités territoriales ouvre la voie au véhicule électrique qui impactera de nombreux « marchés » (mobilité, travail, ...). Les effets dépendront cependant des écosystèmes qui s'imposeront. Ce projet vise à étudier le processus de création de valeur, et de création de ces écosystèmes, à travers des réseaux d'alliance entre entreprises. Il s'appuie sur des données provenant de plusieurs sources, telles que des bases de données sur les brevets, des bases de données sur l'innovation et les entreprises.

NEUTRALITÉ DE L'INTERNET ET CONCURRENCE SUBVENTIONNÉE

Ce travail s'inscrit dans les discussions relatives à la neutralité de l'internet et du filtrage stratégique des flux par les fournisseurs d'accès en s'intéressant aux programmes de «zero-rating» consistant à subventionner l'accès à certains contenus. Ces programmes font l'objet de politiques différenciées en Europe et aux États-Unis. Il s'agit d'étudier les conséquences stratégiques de ces programmes pour différentes catégories de parties prenantes – fournisseurs d'accès, annonceurs, fournisseurs de contenus – et d'en comprendre les implications concurrentielles et en matière d'innovation.

ALTERNATIVES DE FINANCEMENT ENTREPRENEURIAL DANS L'ÉCONOMIE DES DONNÉES

Au cours des dix dernières années, les plateformes numériques ont permis aux nouvelles entreprises de collecter des fonds via Internet à travers le financement participatif. Plus récemment, l'émergence de crypto-monnaies telles que Bitcoin et Ethereum a ouvert la voie à une nouvelle option pour les entrepreneurs, leur permettant de financer leurs idées par le biais de "Initial Coin Offerings" (ICO). Dans ce projet, nous visons à examiner le rôle de telles solutions de rechange par rapport aux sources de capital traditionnelles (angel investors, venture capital etc.). L'étude utilise une approche empirique utilisant des données collectées sur Internet ainsi que des informations provenant de bases de données sur l'innovation et l'entrepreneuriat.

ECONOMIE DE LA CYBER-SÉCURITÉ

L'environnement cybernétique est devenu un maillon essentiel au fonctionnement de notre société et de nos activités socio-économique. Dans un environnement mondialisé où les systèmes sont connectés à de millions d'autres systèmes, les parties prenantes sont engagées dans de multiples interactions stratégiques. Qui doit on responsabiliser et de quelle manière, afin d'inciter à une gestion efficace de la sécurité ? Plus précisément, les gouvernements et les institutions internationales peuvent-ils se positionner en tant que planificateur social dans la gouvernance de la sécurité ?

LA RÉGULATION DU SECTEUR DE L'ASSURANCE MALADIE COMPLÉMENTAIRE ET LE FINANCEMENT DE LA SANTÉ

L'assurance maladie complémentaire (AMC), qui représente 13,4% des dépenses de santé et constitue un deuxième étage de couverture après l'assurance maladie obligatoire (AMO), couvre plus de 95 % de la population. Ce secteur est organisé de manière concurrentielle et animé par des acteurs privés, marqués cependant par des statuts juridiques et des traditions contrastées. Sous l'effet de la concurrence, du respect des exigences prudentielles européennes, et dans un contexte de régulation changeant, ce marché connaît une profonde restructuration. Le secteur se concentre rapidement et le marché se segmente fortement du fait de la concurrence très vive qui se joue entre trois catégories d'acteurs – les mutuelles, les sociétés d'assurances et les organismes de prévoyance – qui abordent la population des assurés potentiels avec des stratégies contrastées. Ces stratégies peuvent avoir des effets pervers – spirales inflationnistes sur certains marchés de soins, inégalités entre usagers, catégories de risques non-couverts, etc. – qui ont conduit les pouvoirs publics à réglementer de manière croissante l'offre de contrats d'assurance, limitant en retour la capacité des acteurs à se concurrencer sur la couverture des risques et à jouer un rôle actif dans le pilotage de la qualité et des tarifs de l'offre de soin. Nous travaillons à une évaluation des dynamiques concurrentielles et analysons les modalités de fonctionnement du secteur en les remettant en perspectives par rapport aux objectifs fondamentaux de la régulation de ce marché, à savoir la couverture des risques et le contrôle de l'évolution des dépenses.



RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET RÉGULATION SECTORIELLE

Il s'agit à la fois d'étudier les procédures mises en œuvre en matière de règlement des différends par les autorités de régulation, d'analyser la nature des dossiers traités et de comprendre comment ces procédures spécifiques s'articulent avec l'action de l'autorité judiciaire.



Literature

- News exchange in social media: (2017), Pogorelskyi and Sh
- Media bias: Gehlbach and S (2008), Chiang and Knight and Martinelli (2011)
- Bayesian persuasion: Kame Perez-Richet (2014), Berge Camara (2016)
- Correlation neglect: De Ma (2009), Ellis and Piccione Eyster and Weizsäcker (2015)
 - ▶ Political settings: Levy Snowberg (2015)
- Persuasion of correlation-b and Razin (2018)

Thèses en cours

LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET LES STRATÉGIES HORS-MARCHÉ DES ENTREPRISES

Le projet de recherche porte sur des stratégies dites « hors-marché » mise en place par des enseignes de la grande distribution dans un contexte dynamique de la transition énergétique. L'objectif est de comprendre si les entreprises perçoivent les réglementations environnementales comme des opportunités pour développer des nouveaux business models ou comme une source de risques supplémentaires à gérer, ainsi que d'analyser leurs stratégies marchandes et hors-marché.



LA RÉGULATION À L'ÉPREUVE DE L'INNOVATION : LE CAS DE LA PUBLICITÉ EN LIGNE

Les enjeux de la publicité en ligne sont nombreux : effectivité, privacy, qualité des mesures de l'audience, etc. Ce projet vise à étudier la façon dont les systèmes de régulation propres à ce secteur s'organisent et traitent ces questions. Il s'agira de contribuer à analyser la façon dont la régulation peut appréhender la transformation numérique.



MOTIVATIONS DES PARTICIPANTS DE L'ÉCONOMIE DU PARTAGE

Cette thèse vise à mieux comprendre les motivations et les comportements des participants à l'économie collaborative, en se focalisant en particulier sur l'articulation entre motivations monétaires et non-monétaires. Elle s'appuie sur des expériences in situ menées en collaboration avec une start-up de covoiturage péri-urbain et rural.



CULTURE, INSTITUTIONS ET STRATÉGIES HORS-MARCHÉ

La littérature économique concernant les institutions et la culture indique que les préférences et les valeurs transmises au fil des générations ont un impact sur de nombreuses variables économiques, telle que la prospérité ou les modalités de fonctionnement des marchés. Ces valeurs et préférences interagissent avec les institutions en établissant des systèmes d'incitation et en encadrant les capacités d'action des individus comme des organisations. Cette recherche vise à identifier les vecteurs et à mesurer l'intensité de la relation entre culture et stratégie hors marché des entreprises ; qu'il s'agisse des stratégies d'influence ou du comportement en matière de responsabilité sociale.

COORDINATING ACTORS' INTERESTS IN HIGHLY INNOVATIVE MARKETS: THE CASE OF THE MOBILITY SECTOR

New technologies bring novel dynamics to the way firms interact. Firstly, firms from different sectors participate in their deployment. This implies the creation of a new structure, where different markets will be interdependent along the value chain. In addition, firms have different interests, which can create conflicts throughout the technology implementation. To ensure a proper transition to new technologies, cooperation and coordination among actors need to be ensured. Otherwise, challenges like a lagging innovation process, and worst-case scenario, to a non-realization of such innovations can appear. Hence, this work aims at understanding how actors in this setting behave, and most importantly how to channel their individual interests to a common goal. For this purpose, this work is focused on innovations in the mobility sector.

Thèses soutenues

ESSAIS SUR L'ÉCONOMIE DE LA JUSTICE ET LES INTERACTIONS INSTITUTIONNELLES

Ce projet vise à étudier l'économie de la justice et à identifier les facteurs qui déterminent le retard judiciaire et la manière dont les différentes institutions interagissent les unes avec les autres, en se focalisant sur le contexte des pays en développement. Les méthodes d'évaluation développées devraient être applicables à d'autres contextes institutionnels.



STRATÉGIES HORS-MARCHÉ : LE CAS DU LOBBYING AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

En se focalisant sur les données disponibles auprès des institutions européennes, cette recherche décrypte les stratégies d'influence des parties prenantes de la régulation dans le cadre européen, afin de revenir sur leur efficacité respective, et de travailler sur la légitimité des processus à travers lesquels la réglementation se construit.



Doctorants et post-doctorants de la Chaire en 2019

AGNIESZKA MARTA MAJEWSKA



Agnieszka Marta Majewska est doctorante à la Chaire Gouvernance et Régulation. Sa recherche porte sur les stratégies hors marché des entreprises dans le secteur de la grande distribution. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2016, Agnieszka travaillait comme chef de projet en développement international au sein d'une entreprise française de services en efficacité énergétique. Diplômée en 2013 de SciencesPo Paris, elle détient également un Master en socio-économie obtenu à l'Université Adam Mickiewicz en Pologne.

ANTOINE CAZALS



Antoine Cazals est chercheur postdoctoral à la Chaire Gouvernance et Régulation depuis septembre 2018. Ses recherches s'attachent à l'analyse des interactions entre institutions économiques et politiques, leurs effets sur le comportement des élus politiques et leurs implications sur des thématiques plurielles dont l'enjeu est central aux processus de développement économique et social. Reposant sur l'utilisation d'outils statistiques et économétriques, ses travaux se sont notamment intéressés à la coopération internationale, la politique budgétaire, aux investissements étrangers et l'aide publique au développement. Antoine est titulaire d'un doctorat, d'un master en économie internationale et d'un autre en gestion de projets obtenus au sein du Centre d'Etudes et de Recherche sur le Développement International (CERDI).

AMANDA MOREIRA ALVES



Amanda Moreira Alves était doctorante au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation jusqu'en septembre 2019, où elle a soutenu sa thèse sur les stratégies hors marché des entreprises. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2015, Amanda travaillait dans le département de gouvernance et performance de l'entreprise brésilienne Parnaíba Gás Natural S.A. Entre 2011 et 2013, elle a suivi le master Erasmus Mundus d'Economie et Gestion des Industries de Réseau. Elle est diplômée de l'Université Paris-Sud XI et de l'Universidad Pontificia de Comillas en Espagne.

ARRAH-MARIE JO



Arrah-Marie Jo est post-doctorante à la Chaire Gouvernance et Régulation. Ses recherches portent sur l'économie de la cyber-sécurité. Elle s'intéresse notamment au marché des failles de sécurité pour étudier le comportement des acteurs majeurs de la sécurité, comme les éditeurs de logiciels, les communautés de hackers, et les firmes de sécurité. Arrah-Marie est titulaire d'un diplôme d'école de commerce et d'un Master en ingénierie des systèmes d'information de IMT Business School, ainsi que d'un Master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de l'Université Paris-Dauphine. Son expérience durant 4 ans en management des systèmes d'information en tant que consultante dans des cabinets tels que Deloitte et CGI Business Consulting lui permet d'ajouter à son approche académique une expertise plus tangible du domaine.

CARLOS GONZALEZ REGALADO



Carlos Gonzalez Regalado est doctorant à la Chaire Gouvernance et Régulation. Ses recherches portent actuellement sur la culture, les institutions et les stratégies hors-marché. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, il a travaillé pour le gouvernement équatorien sur des sujets liés à l'énergie, au commerce et à la concurrence. Carlos est titulaire d'une licence en économie de l'Université Pontificale Catholique d'Equateur et détient un Master en économie ainsi qu'un Master en économie mathématique et économétrie de l'Université de Tilburg.

DIANZHUO ZHU



Dianzhuo Zhu était doctorante à la Chaire Gouvernance et Régulation en 2019, depuis novembre 2015 (soutenance en 2020). Sa recherche porte sur les comportements individuels dans la pratique de covoiturage ainsi que ses impacts sur le secteur du transport. Elle est titulaire d'un Master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de l'Université Paris-Dauphine et d'une licence en économie et en langue française de l'Université de Pékin.

EMMANUEL LORENZON



Emmanuel Lorenzon était en 2019 chercheur post-doctoral à la Chaire Gouvernance et Régulation. Ses recherches s'inscrivent dans les domaines de la théorie des enchères et de la théorie micro-économique appliquée, en particulier en organisation industrielle, avec une application aux marchés du numérique. Ses travaux actuels portent sur le rôle de l'intermédiation de marché dans le cadre des enchères d'espaces publicitaires, sur la tarification des flux de données internet et sur le management stratégique des plateformes en ligne. Emmanuel est titulaire d'un Doctorat en Économie de l'Université de Bordeaux et a rejoint la Chaire en octobre 2017.

JORDANA VIOTTO



Jordana Viotto était en 2019 chercheuse post-doctorale à la Chaire de Gouvernance et de Régulation. Elle a rejoint la Chaire en octobre 2017 et s'intéresse à la concurrence des plateformes numériques. Jordana est titulaire d'un Doctorat en Économie de l'Université Paris 13 et Télécom ParisTech et d'un Master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de l'Université Paris-Dauphine.

MARIA TERESA AGUILAR ROJAS



Maria Teresa Aguilar Rojas est doctorante à la Chaire Gouvernance et Régulation. Sa recherche porte sur les effets de la régulation environnementale sur l'innovation en matière de mobilité électrique. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2017, Maria a travaillé au sein d'une entreprise française de consulting énergétique, Enerdata. Elle a également collaboré avec l'Institut d'Economie Industrielle (IDEI) et le Gouvernement Andorran à propos de l'implémentation d'un programme de compensation des émissions de carbone dans ce pays. Maria est titulaire d'un Master en Economie de l'environnement et des ressources naturelles de l'École d'Économie de Toulouse.

SULTAN MEHMOOD



Sultan Mehmood était doctorant au sein de la Chaire Gouvernance et Régulation jusqu'en 2019 où il a soutenu sa thèse sur le fonctionnement des institutions du monde actuel, notamment l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'économie de la justice. Avant de rejoindre la Chaire en novembre 2016, Sultan Mehmood était chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) où ses thèmes de recherche ont porté sur la fraude électorale, en collaboration avec le Centre des Etudes Africaines de l'Université d'Oxford. Auparavant, il a travaillé au sein du gouvernement néerlandais, en tant que chercheur et conseiller en politique publique à la Haye. Sultan Mehmood est titulaire de deux Masters : l'un en Economie, obtenu à l'Université de Tilburg, l'autre, en Politique Publique et Développement de l'Ecole d'Economie de Paris.

THEOPHILE MEGALI



Théophile Megali était doctorant à la Chaire Gouvernance et Régulation en 2019 (Soutenance en 2020). Il a également travaillé pour le laboratoire de R&D SENSE (Sociology and Economics of Networks and Services) d'Orange. Sa recherche porte sur la gouvernance et la régulation du secteur de la publicité en ligne, dans une perspective transdisciplinaire. Avant de rejoindre la Chaire en octobre 2016, Théophile a travaillé pendant un an sur les affaires publiques pour un énergéticien français spécialiste des renouvelables (ENGIE). Il est diplômé de SciencesPo Strasbourg et dispose d'un Master of Business, Competition and Regulatory Law de la Freie Universität Berlin et d'un Master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de Paris-Dauphine.

TIMOTHY YU-CHEONG YEUNG



Timothy Yu-Cheong Yeung était en 2019 chercheur post-doctoral à la Chaire Gouvernance et Régulation. Ses recherches portent actuellement sur l'économie numérique, la dynamique institutionnelle de l'Union européenne et l'économie politique des élections. Avant de rejoindre la Chaire en septembre 2018, Timothy était chercheur postdoctoral au sein de Governance Analytics (PSL). Il a également travaillé pour la Chaire numérique de la Fondation Jean-Jacques Laffont de l'Université de Toulouse 1-Capitole en 2016 après avoir soutenu sa thèse de doctorat à la Toulouse School of Economics. Il est également titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université de Hong Kong.



Hervé Alexandre

Professeur de finance à
Dauphine | PSL



Jean Beuve

Maître de conférences en
économie à l'Université
Paris-Sorbonne



Claudie Boiteau

Professeure de droit
public à Dauphine | PSL



Eschien Chong

Maître de conférences en
économie à l'IAE de Paris



Anna Creti

Professeure d'économie à
Dauphine | PSL



Georges Decocq

Professeur de droit à
Dauphine | PSL



Adrien de Hauteclocque

Conseiller Référendaire du
Vice-Président du Tribunal à la
Cour de Justice de l'UE



Anne Epaulard

Professeure d'économie à
Dauphine | PSL



David Ettinger

Professeur de d'économie à
Dauphine | PSL



Laurence Folliot-Lalliot

Professeure de droit public
à l'Université Paris Nanterre



Zsuzsanna Fluck

Professeure de finance à
Dauphine | PSL et Michigan
State University



Sophie Harnay

Professeure en sciences
économique à l'université
Paris Nanterre



Daniel Herrera

Professeur assistant à
l'université Paris Dauphine
PSL



Henri Isaac

Maître de conférences en
gestion à Dauphine | PSL



Julien Jourdan

Professeur de stratégie à
Dauphine | PSL



Emmanuel Lazega

Professeur de sociologie à
SciencesPo Paris



Sophie Méritet

Maître de conférences en
économie à Dauphine | PSL



Yannick Perez

Maître de conférences en
économie à l'Université Paris
Sud et à CentraleSupélec



Alessandro Riboni

Professeur d'économie à
l'Ecole Polytechnique



Stéphane Saussier

Professeur de gestion à l'IAE
de Paris



Jérôme Sgard

Professeur d'économie à
SciencesPo Paris



Carine Staropoli

Maître de conférences en
économie à l'Université
Panthéon-Sorbonne



Joëlle Toledano

Professeure émérite
d'économie à la Chaire
Gouvernance et Régulation



Alexis Tsoukiàs

Directeur de recherche en
informatique au CNRS

Nos séminaires académiques en 2019

1. Emissions markets : What they can achieve in theory and in practice

Estelle Cantillon | Professor of economics, Université Libre de Bruxelles

2. Heterogeneous Stakeholder Resources: Effects on Value Creation and Appropriation in the Context of Microcredit

Sandro Cabral | Associate Professor of Strategy and MPP Program Director, Insper

3. Agency Costs and Firm Productivity

Milo Bianchi | Lecturer, TSM - Université Toulouse 1

4. Contract Governance in Small World Networks: The Case of the Maghribi Traders

Lisa Bernstein | Professor of law, University of Chicago

5. Social Connectivity, Media Bias, and Correlation Neglect

Boris Ginzburg | Assistant professor, Universidad Carlos III de Madrid

6. How does the type of remuneration affect physician behaviour? Fixed salary versus fee-for-service

Odd Rune Straume | Professor of Economics, University of Minho

7. Managing reputational risks and the real impact of private politics

Jean-Philippe Bonardi | Professor of Strategic Management, HEC Lausanne

8. Automated Linguistic Analysis to Assess Cognitive Decline on the Bench

Lee Epstein | Professor, Washington University

9. The Refugee's Dilemma: Evidence from Jewish Outmigration in Nazi Germany

Mathias Thoenig | Professor and co-director of the Department of Economics, University of Lausanne

10. The Future of Financial Stability and Cyber Risk

Jason Healey | Senior Research Scholar, Columbia University

Une conférence scientifique internationale

Governance of big data and artificial intelligence: economic, legal and political perspectives

6-7 juin 2019, en partenariat avec et à l'Université de Tilburg.



Publications académiques

Amanda Alves, Eric Brousseau, Nada Mimouni, and Timothy Yu-Cheong Yeung, "Competing for Policy : Lobbying in the EU Wholesale Roaming Regulation", Working paper, 2019

J. Beuve, « Quel avenir pour les contrats de concession autoroutiers en France ? » (2019), avec Stéphane Saussier, les Policy Papers de la Chaire EPPP - n°1, mai 2019.

J. Beuve, « Simple rules for better fiscal policies in Europe » (2019), avec Darvas, Z., Delpeuch, S., Martin, P. et Ragot, X., IFO Dice Report, n° 17.

J. Beuve, « Une filière du cannabis en France » (2019), avec Fize, E. et Geoffard, P.-Y., Focus du Conseil d'Analyse Economique n° 34, Juillet.

J. Beuve, M. Moszoro and S. Saussier, Political Contestability and Public Contract Rigidity: An Analysis of Procurement Contracts. J. Beuve, M. Moszoro and S. Saussier, 2019, Journal of Economics & Management Strategy, 28(2), 316-335.

Eric Brousseau, "Dynamic Analysis of Archives Contents: the Case of the ISNIE/SIOE Intellectual History", Working paper, 2019

Eric Brousseau, "Trade-offs in Centralizing/Decentralizing Governance : the Impact of Populations Characteristics", Working paper, 2019

Ferretti V., Pluchinotta I., Tsoukiàs A., "Studying the generation of alternatives in public policy making processes", European Journal of Operational Research, vol. 273, 353 - 363, 2019. Preliminary version.

Giordano R., Pluchinotta I., Zikos D., Krueger T., Tsoukiàs A., "How to use Ambiguity in Problem Framing for Enabling Divergent Thinking: Integrating Problem Structuring Methods and Concept-Knowledge Theory", in L. White, M. Kunc, K. Burger, J. Malpass (eds.), Behavioural Operational Research: a capabilities approach, Palgrave-MacMillan, 93 - 117, 2020. DOI: 10.1007/978-3-030-25405-6_6.

Harnay Sophie, Frédéric Marty and Joelle Toledano, « Algorithmes et décision concurrentielle : risques et opportunités », *Revue d'économie industrielle*, 2019, n°166, p. 91-118.

Harnay Sophie, Frédéric Marty, and Joëlle Toledano, « Concurrence et risque algorithmique : quelle régulation des algorithmes », *GovReg Notes*, Chaire Gouvernance et régulation, Université Dauphine PSL, 24 p.

Mazri Ch., Daniell K., Tsoukiàs A., ``Decision Support in Participative Contexts: the Organisational Design Dimension'', *International Journal of Decision Support Systems Technology*, vol. 11(3), 47 – 80, 2019. Preliminary version.

Meinard, Yves and Alexis Tsoukiàs, "On the rationality of decision aiding processes", in press *European Journal of Operational Research*, 2019, vol. 273, 1074 – 1084

O. Raboun, E. Chojnacki, C. Duffa, D. Rios-Insua, A. Tsoukiàs, ``Spatial risk assessment in case of multiple nuclear release scenarios'', in press, *Socio-Economic Planning Sciences*, vol. 72, 2019. DOI: 10.1016/j.seps.2019.06.006

Olfa Tlili, Christine Mansilla, David Frimat, Yannick Perez, 2019, "Hydrogen market penetration feasibility assessment: Mobility and natural gas markets in the US, Europe, China and Japan", *International Journal of hydrogen energy*

Olfa Tlili, Christine Mansilla, Martin Robinius, Konstantinos Syranidis, Markus Reuss, Jochen Linssen, Jean André, Yannick Perez, Detlef Stolten. 2019, "Role of electricity interconnections and impact of the geographical scale on the French potential of producing hydrogen via surplus electricity by 2035", *Energy* Volume 172, 1 April 2019, Pages 977-990.

Olfa Tlili, Christine, Mansilla, Jochen Linssen, Markus Reuß, Thomas Grube, Martin Robinius, Jean André, Yannick Perez, Alain Le Duigou, Detlef Stolten, 2020, "Geospatial modelling of the hydrogen infrastructure in France in order to identify the most suited supply chains", *International Journal of Hydrogen Energy*, Volume 45, Issue 4, 24 January 2020, Pages 3053-3072

Pluchinotta I., Kazakci A.O., Giordano R., Tsoukiàs A., ``Design Theory for generating alternatives in Public Decision Making Processes'', *Group Decision and Negotiation*, vol. 28, 341 – 374, 2019. DOI: 10.1007/s10726-018-09610-5. Preliminary version.

Quentin Hoarau & Yannick Perez, 2019, "Network tariff design with distributed energy resources and electric vehicles", *Energy Economics*, Volume 83, September, Pages 26-39.

Raboun O., Chojnacki E., Tsoukiàs A., ``Dynamic-R: a new convincing multiple criteria method for rating problem statements'', in P.S.A. Freitas, F. Dargam, J.M. Moreno (eds.), Proceedings of ICDSST 2019, Springer Verlag LNBI 348, 136 - 149, 2019. DOI: 10.1007/978-3-030-18819-1_11

Soldano Henry, Guillaume Santini, Dominique Bouthinon, Sophy Bary, E.Lazega (2019), ``Bi-Pattern Mining of Attributed Networks'', Applied Network Science, 4:37, <https://doi.org/10.1007/s41109-019-0144-1>, open access

Andrew Thompson and Yannick Perez 2020, ``Vehicle-to-Anything (V2X) Energy Services, Value Streams, and Regulatory Policy Implications'', Energy Policy, Forthcoming.

Touret R., Meinard Y., Petit J.-C., Tsoukiàs A., ``Cartographie descriptive du système national Français du financement de la recherche sur projet en vue son évaluation'', Innovations, vol. 59, 205 – 241, 2019. DOI : 10.3917/inno.059.0205. Preliminary version.

Wale Arowolo, Philipp Blechinger, Catherina Cader, Yannick Perez 2019, ``Seeking workable solutions to electrification challenge in Nigeria: Minigrid, reverse auctions and institutional adaptation'', Energy Strategy Reviews 23 (2019) 114-141.



GovReg

WORKING PAPER SERIES

Competing for Policy :
Lobbying in the EU
Wholesale Roaming
Regulation

Amanda Alves, Eric Brousseau, Nada
Mimouni, and Timothy Yu-Cheong Yeung

Issue 2019/02



Dauphine | PSL 
CHAIRE GOUVERNANCE
ET RÉGULATION





Formation

4 Formations
de master 2

40 Vidéos pédagogiques sur la
plateforme LEARN IOE

15 Contributeurs

1 Edition de l'école
thématique annuelle IOEA

NOS FORMATIONS INITIALES

“

Une des grandes richesses du master IREN est la diversité des thématiques et disciplines, comme des méthodologies de recherche qui y sont enseignées.

Guillaume Thébaudin
Promo 2018-2019
Compétition Analyst à Compass Lexecon

”

MASTER INDUSTRIE DE RÉSEAU ET ÉCONOMIE NUMÉRIQUE (IREN)

Le Master Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN), cohabilité entre Dauphine | PSL, l'Ecole Polytechnique, Télécom Paris, CentraleSupélec et l'Université Paris-Saclay, a pour objectif de former des étudiants de haut niveau maîtrisant les principes de fonctionnement des industries de réseau et de l'économie numérique, dotés de capacités d'analyse et de méthodologie permettant de suivre des phénomènes en forte évolution, soit dans l'univers de la recherche et de l'enseignement supérieur, soit à des postes opérationnels dans les entreprises, les administrations, les groupements de consommateurs ou d'utilisateurs, les institutions de la régulation.

<http://masteriren.eu>

MASTER MANAGEMENT DES TÉLÉCOMS ET DES MÉDIAS

Au cœur des mutations médiatiques actuelles, le Master Management des Télécoms et des Médias (Master 226), dirigé par Henri Isaac, permet à des étudiants aux profils variés d'acquérir des enseignements de qualité dans le secteur des télécommunications et des médias. Cette filière universitaire ouverte sur la vie professionnelle a plus de 30 ans d'expérience et est conçue pour préparer à des spécialités pour lesquelles les étudiants trouveront aisément des débouchés tant en France qu'à l'étranger.

<http://master226.dauphine.fr>

MASTER DROIT ET RÉGULATION DES MARCHÉS

Le Master Droit et Régulation des Marchés (Master 291), dirigé par Claudie Boiteau, répond aux nouvelles exigences de qualification professionnelle des juristes dont les fonctions nécessitent, dans le domaine des marchés régulés, la compréhension et la maîtrise des réglementations et procédures, notamment contentieuses, ainsi que des mécanismes économiques associés.

<http://droitetregulation.dauphine.fr>

MASTER BANQUE ET FINANCE

Le Master Banque et Finance (Master 224), dirigé par Hervé Alexandre, offre une formation qui couvre l'ensemble des métiers et des activités bancaires et financières afin de donner aux étudiants une solide culture professionnelle et scientifique et de leur permettre d'opérer des choix de spécialité grâce à un jeu d'options et de modules largement diversifiés.

<http://master224.dauphine.fr>



Notre école thématique

Découvrez l'IOEA
sur www.ioea.fr

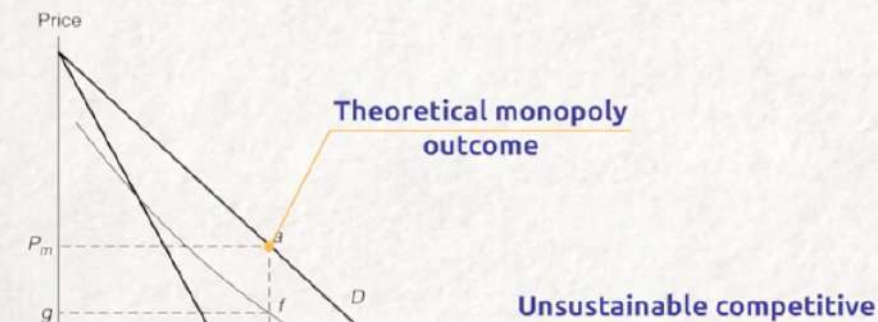


La Chaire Gouvernance et Régulation organise chaque année l'Institutional and Organizational Economics Academy (IOEA), une école de printemps qui s'adresse à des jeunes chercheurs souhaitant approfondir leur connaissance du domaine au contact des meilleurs spécialistes mondiaux de ce champ. Et, comme chaque année, l'édition 2019 s'est déroulée au sein de l'Institut d'Etudes Scientifiques du CNRS à Cargèse (Corse, France).

L'IOEA cherche à la fois à promouvoir le développement de l'économie des institutions et des organisations et à renforcer l'influence de la recherche européenne au sein de la communauté internationale concernée. L'économie des institutions et des organisations a été l'un des champs de recherche les plus féconds en économie durant les trente dernières années. Elle s'intéresse à l'analyse théorique et empirique de la diversité des mécanismes, formels et informels, permettant la coordination économique entre agents, les interactions entre ces différents mécanismes ainsi que leurs conséquences sur les performances et le développement économique et social.

Fondée en 2002 et avec plus de 900 alumni, l'IOEA s'est désormais imposée comme l'un des événements marquants de la recherche en économie des institutions et des organisations.

L'évènement est fédérateur d'un réseau majoritairement européen, mais également très actif au plan plus global. La mobilisation d'une communauté scientifique de haut niveau, le soutien réitéré d'un certain nombre d'institutions, l'implication d'un noyau dur d'organisateur, et le développement d'outils numériques ont largement contribué à la ré-ussite de l'IOEA dans la durée.



NOTRE FORMATION EN LIGNE

En s'appuyant sur son solide réseau international, et notamment la Society for Institutional and Organizational Economics (SIOE), la Chaire a mis au point une série de tutoriels vidéos disponibles en libre accès en ligne portant sur les fondements de l'économie des institutions et des organisations. Organisé autour de vidéo lectures d'une dizaine de minutes chacune, qui peuvent s'articuler entre elles et être complétées par des informations comme des textes de référence, le projet LearnIOE s'adresse aux étudiants et aux chercheurs travaillant sur l'économie de la gouvernance et s'intéressant aux interactions entre dynamiques politiques, sociales, institutionnelles et économiques. L'ensemble a vocation à devenir une ressource de référence qui s'enrichira avec le temps.

Plus d'une quarantaine de tutoriels en ligne portent notamment sur :

- La raison d'être de la régulation
- L'économie politique de la régulation et des institutions
- La théorie des enchères
- Le market design
- Les déterminants de la politique environnementale
- La gouvernance économique
- La commande publique
- ...

ASSET-SPECIFICITY 4



learn IOE



Governance
Regimes



Organizations



Political and
Institutional
Dynamics



Institutions,
Exchange
and Coordination



Débat

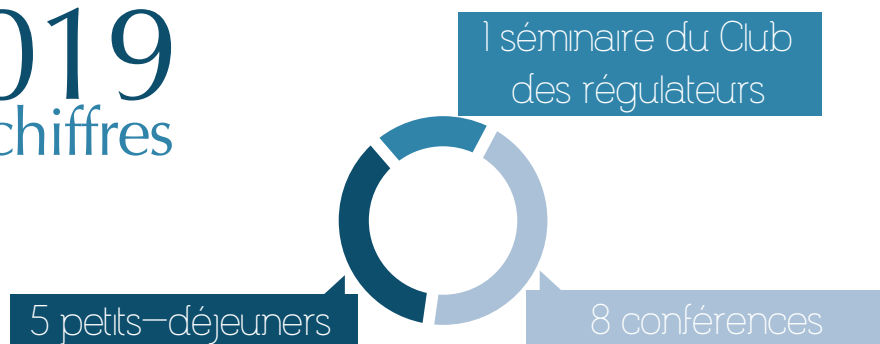
14 Petit-déjeuners,
conférences, séminaires

92 Intervenants

18 Notes de réflexion
(synthèses de conférences,
GovReg Notes, presse)

17 Interviews
vidéos

2019
en chiffres



Le cadre de régulation des réseaux électriques : Quelles évolutions pour des investissements efficaces et pour stimuler l'innovation pour la Transition Energétique ?

Conférence | Chaire | 21 janvier 2019

Christophe BONNERY (Président, AEE)

Philippe BOULANGER (Expert Marchés Énergie, CELEST)

Eric BROUSSEAU (Directeur scientifique, Chaire Gouvernance et Régulation)

Patrice GEOFFRON (Directeur, CGEMP – Université Paris-Dauphine – PSL)

Benjamin GUEDOU (Chef du Pôle Régulation et Tarif, RTE)

Antoine GUILLOU (Conseiller Réseaux et Marchés, UFE)

Jan Horst KEPPLER (Directeur scientifique, CEEM)

Jacques MERLEY (Chef du Pôle Appui stratégie aval à la Direction de la Stratégie Groupe, EDF)

Jonas MEYER (Chargé de Mission Économie et Prospective, ENEDIS)

Fabien ROQUES (Conseiller scientifique, CEEM & AEE)

Nicolas SAMBOURG (Chef du pôle Valorisation, Investissements et Filiales, RTE)

Philippe VASSILOPOULOS (Director of Product Design, EPEX Spot)

Charles VERHAEGHE (Chef de département, Département Transport d'électricité, Direction des réseaux, CRE)

Le droit et l'économie au carrefour de la transition énergétique

Conférence | Chaire | 15 février 2019

Christophe BONNERY (Président, AEE)

Guillaume DEZOBRY (Avocat of Counsel, Cabinet FIDAL & Maître de conférences en droit public, Université d'Amiens)

Patrice GEOFFRON (Professeur de Sciences Economiques, Université Paris-Dauphine & Directeur, Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières)

Leigh HANCHER (Professeure de droit, Université de Tilburg & Directrice du département Droit de l'énergie, Florence School of Regulation)

Adrien DE HAUTECLOCQUE (Référéndaire, CJUE & Conseiller principal, Florence School of Regulation)

Pierre JEREMIE (Chef du bureau des marchés de l'électricité, DGEC)

Jan-Horst KEPPLER (Professeur de Sciences Economiques, Université Paris-Dauphine & Directeur Scientifique, Chaire European Electricity Markets, Paris-Dauphine)

Sabine LE GAC (Directrice juridique, EDF Groupe)

Jean-Eudes MONCOMBLE (Secrétaire général, Conseil Français de l'Energie)

Jacques PERCEBOIS (Professeur Emérite, Université de Montpellier, coresponsable du Pôle "Transitions énergétiques", Chaire Economie du Climat, Paris-Dauphine)

Philippe REDAELLI (Président, AFDEN)

Philippe TERNEYRE (Professeur de droit public, Université de Pau & Vice-Président, AFDEN)

La régulation de la mobilité urbaine

Petit-déjeuner | Chaire | 21 février 2019

Christine LE BIHAN-GRAF (De Pardieu Brocas Maffei)

Céline DUBOIS (Directrice développement et relations institutionnelles, Cityscoot)

Valère PELLETIER (Directeur de la stratégie et du développement, Groupe RATP)

Carine STAROPOLI (Maître de conférences en Economie, Université Paris 1 - PSE)

La régulation de la sécurité : quel modèle ?

Petit-déjeuner | Chaire | 11 avril 2019

Christine LE BIHAN-GRAF (De Pardieu Brocas Maffei)

Valérie CHAMPAGNE (Directrice générale adjointe Finances et achats, RTE)

Nicolas DECHY (Spécialiste de la sûreté nucléaire et des risques industriels, IRSN)

Frédéric DELORME (Directeur Général Sécurité, SNCF)

Climate risks and regulation

Conférence | Chaire | 17 avril 2019

Julie ANSIDEI (Head of Strategy and Sustainable Finance, French Financial Markets Authority, AMF)

Anne-Lise BONTEMPS-CHANEL (Head of the Insurance Risk Analysis Department, French Prudential Regulation Authority, ACPR)

Anna CRET (Professor of Economics & Scientific Director, Chaire Economie du Climat at Dauphine University – PSL)

Olivier DE BANDT (Director of International Economics and Cooperation, Banque de France)

Catherine GAMPER (Economist & Policy Analyst, Public Governance Directorate - OECD)

Annegret GROEBEL (Head of Department - International Relations / Postal Regulation, German Network Agency for Electricity, Gas, Telecommunications, Post and Railway, BNetzA)

Myriam MERAD (Research Director, CNRS)

Matteo RAVA (Senior Policy Officer, European Securities and Markets Authority, ESMA)

Philippe TRAINAR (Former Chief Risk Officer, SCOR Group & Director, Chair on Insurance – CNAM)

Régulation économique et contrat(s)

Conférence | Chaire | 14 mai 2019

Antoine LOUVARIS (Président du Comité de pilotage de l'Institut Droit Dauphine)

Jean-Denis COMBEXELLE (Président de la section du contentieux du Conseil d'État)

Claudie BOITEAU (Professeur de droit public à l'Université Paris-Dauphine)

Philippe MARTIN (Président de la section des travaux publics du Conseil d'État)

Anne YVRANDE-BILLON (Vice-présidente de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER)

Dominique JAMME (Directeur général de la Commission de régulation de l'énergie, CRE)

Jean-Yves OLLIER (Membre de l'Autorité de supervision des redevances aéroportuaires, ASI)

François MOLINIE (Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation)

Thierry TUOT (Président adjoint de la section de l'intérieur du Conseil d'État, Professeur associé à l'Université Paris-Dauphine)

Jean-François VAQUIERI (Directeur de la régulation et des affaires juridiques d'Enedis)

Pascal SOKOLOFF (Directeur général de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies, FNCCR)

La régulation de l'eau

Petit-déjeuner | Chaire | 13 juin 2019

Catherine GALANO (Manager, Frontier Economics)

Rémi LOUBEYRE (Directeur de la Stratégie, SUEZ France)

Christian MINELLI (Coordinateur, European Water Regulators, WAREG)

Stéphane SAUSSIER (Directeur, Chaire Economie des Partenariats Public-Privé - IAE Paris)

Quels défis pour les opérateurs de réseaux de distribution électrique dans une Union européenne en mutation ?

Conférence | Chaire | 19 et 21 septembre 2019

Contribution majeure en septembre 2019, en collaboration avec la FSR, à un séminaire de cadres dirigeants de deux journées sur les enjeux de régulation énergétiques européens donnant lieu à la publication d'une GovReg Note en 2020.

Les bacs à sable réglementaires

Petit-déjeuner | Chaire | 10 octobre 2019

Christine LE BIHAN-GRAF (Associée, De Pardieu Brocas Maffei)

Dominique JAMME (Directeur général, Commission de Régulation de l'Energie, CRE)

Jean-Baptiste FRAYSSE (Président, Blocktricity)

Dan ROBERTS (Directeur du pôle énergie, Frontier Economics)

Le rôle des incitations réputationnelles dans la régulation

Séminaire | Club des régulateurs | 18 octobre 2019

Claudie BOITEAU (Professeure de droit public, Université Paris Dauphine)

Anna BUTLEN (Directrice des Affaires Juridiques, HADOPI)

James DRUMMOND (Policy Analyst au sein de la Regulatory Policy Division, OCDE)

Pierre DUBREUIL (Adjoint au chef de l'Unité "Régulation par la donnée", ARCEP)

Nicolas WAGNER (Directeur du Transport routier de voyageurs et des autoroutes, ARAFER)

Data collection, processing and publication

Conférence | Club | 04 novembre 2019

Jen ABLITT (UK Office of Rail and Roads, Deputy Director Safety Strategy and Policy, Head of the UK Delegation to the Channel Tunnel Safety Authority)

Miguel AMARAL (Senior economist, Regulatory Policy Division, Public Governance Directorate, OECD)

Ana BARRETO ALBUQUERQUE (Executive Board Member, Portuguese Water & Waste Services Regulatory Authority, ERSAR)

Eric BROUSSEAU (Scientific Director of the Club of Regulators and of the Governance and Regulation Chair, Dauphine-PSL)

Cristina CIFUENTES (Commissioner, Australian Competition & Consumer Commission , ACCC)

Vanessa DA SILVA SANTOS (Regulation specialist, Management of international and market relations, Executive Superintendency, National Land Transport Agency (ANTT), Brazil)

Annegret GROEBEL (Director of International Relations at the German Regulatory Authority for Electricity, Gas, Telecommunications, Post and Railway , Bundesnetzagentur)

Henri ISAAC (Member, French Digital Council (CNNum) & Associate Professor, Paris Dauphine – PSL University)

Sandy LAPOINTE (Executive Vice President & Jim FOX | Vice President, Integrated Energy Information and Analysis, Canada Energy Regulator)

Jean-Yves OLLIER (Member of the French Council of State & Coordinator of the Working Group on Regulatory Tools within the French general consultation for the Regulation of Digital Economy)

Anna PIETIKAINEN (Senior Policy Advisor, Regulatory Policy Division, Public Governance, OECD)

Anne YVRANDE-BILLON (Vice-President, French Transport Regulatory Authority, ART)

Quelle régulation de l'économie circulaire ?

Petit-déjeuner | Chaire | 28 novembre 2019

Fabrice BONNIFET (Directeur Développement Durable & Qualité, Sécurité, Environnement, Groupe Bouygues et Président, Collège des Directeurs du Développement Durable, C3D)

Philippe DELACOTE (Chercheur en économie, Institut National pour la Recherche Agronomique, INRA)

Philippe JOGUET (Directeur Développement Durable, RSE, questions financières, Fédération du Commerce et de la Distribution)

Répondre à la menace cyber par la régulation

Conférence | Chaire | 05 décembre 2019

Nicolas ARPAGIAN (Orange)

Côme BERBAIN (RATP)

Eric BROUSSEAU (Université Paris-Dauphine)

Florian ESCUDIE (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères)

Frederik GEERTS (Commission Européenne, DG Energie)

Jason HEALEY (University of Columbia)

Jean-Claude LAROCHE (ENEDIS & CIGREF)

Alexandre NEYRET (Autorité des Marchés Financiers, AMF)

Roman PICARD (Commission de Régulation de l'Energie, CRE)

Luc ROUSSEAU (Conseil Général de l'Economie, CGE)

Yves VERHOEVEN (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information, ANSSI)

Social Responsibility of Algorithms SRA 2019

Conférence | Table ronde organisée par la Chaire et le Club | 12 et 13 décembre 2019

Eric Brousseau, animateur (PSL, Université Paris Dauphine)

Serge Abiteboul (Board member of ARCEP, the Regulation Authority of Electronic Communications and INRIA Research Director)

Miguel Amaral (Senior Economist at the OECD Public Governance Directorate)

Etienne Pfister (Chief Economist at the French Competition Authority, AdIC)

Bertrand PAILHES (Directeur des technologies et de l'innovation of the French Data Authority (CNIL))

Nos synthèses de conférence

1. Le cadre de régulation des réseaux électriques : Quelles évolutions pour des investissements efficaces et pour stimuler l'innovation pour la transition énergétique ?
2. La régulation de la mobilité urbaine
3. Climate risks and regulation
4. La régulation de la sécurité : quel modèle ?
5. Régulation économique et contrat(s)
6. La régulation de l'eau
7. Les bacs à sable réglementaires
8. Le rôle des incitations réputationnelles dans la régulation
9. Data collection, processing and publication
10. Quelle régulation de l'économie circulaire ?
11. Répondre à la menace cyber par la régulation

Les notes de la Chaire pour éclairer le débat public : les «GovReg Notes»

En coopération étroite avec les parties prenantes qui y sont associées, la Chaire et le Club des Régulateurs animent une plateforme de réflexion et d'échanges visant à proposer une analyse approfondie et originale de sujets d'actualité touchant à la régulation et à la gouvernance économiques. Identifiées en synergie avec les autorités de régulation, les entreprises régulées et les experts membres de la Chaire et du Club, les thématiques traitées donnent lieu à des publications associant approche académique et expertise de praticiens afin d'éclairer le débat public.

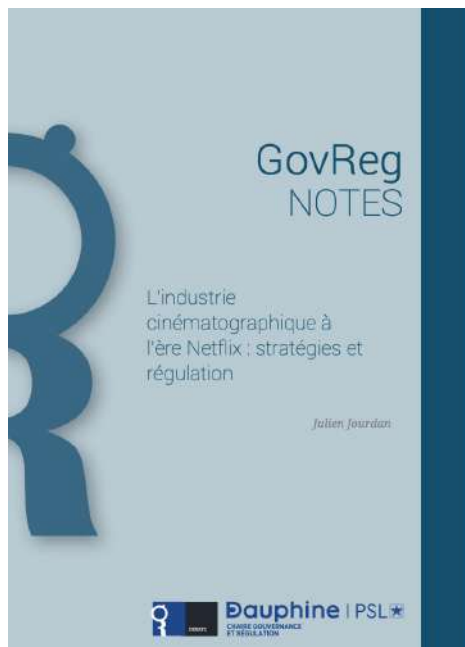
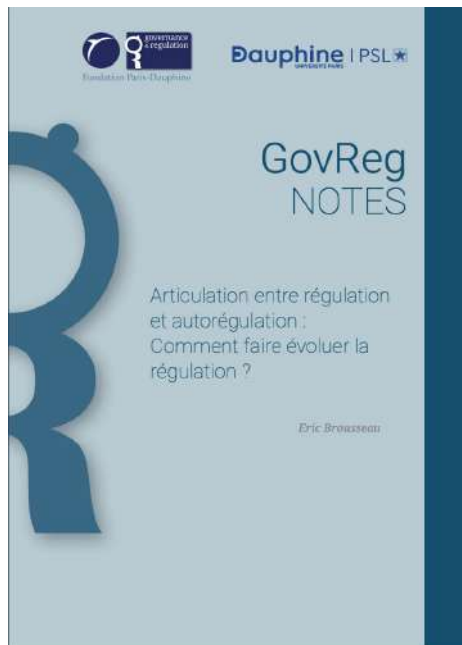
Issus d'une réflexion collective associant l'ensemble des parties prenantes de la Chaire et du Club, ces notes peuvent proposer une analyse systématique de thématiques transectorielles et relativement larges telles que l'organisation institutionnelle de la régulation ou les déterminants de l'évolution du périmètre de la régulation.

D'autres abordent sous un format plus ramassé et plus souple, des questions plus ciblées. Cette initiative, lancée fin 2018, est coordonnée par un Comité Editorial composé d'académiques et praticiens de la régulation, et notamment :

- Eric Brousseau
- Frédéric Deroin (FdJ)
- Anne Epaulard (Université Paris-Dauphine PSL)
- Catherine Galano (Frontier Economics)
- Christine Le Bihan-Graf (De Pardieu Brocas Maffei)
- Jean-Yves Ollier (Conseil d'Etat)
- Angelos Souriadakis (Ylios)
- Joëlle Toledano (Chaire GovReg)
- Anne Yvrande-Billon (ART)
- Sophie Harnay (EconomiX UMR 7235)

Nos 5 Govreg Notes en 2019 :

- L'Organisation Institutionnelle de la Régulation en France : Quel Positionnement et Quelles Règles pour les Autorités en charge de la Régulation Economique
- L'évolution du périmètre de la régulation sectorielle : Quels déterminants ? Quelles modalités ?
- Articulation entre régulation et autorégulation : Comment faire évoluer la régulation ?
- L'industrie cinématographique à l'ère Netflix : stratégies et régulation
- Concurrence et risque algorithmique : quelle régulation des algorithmes ?



Articles parus dans la presse

Théophile Megali, 2019, "Pollution numérique : manifeste pour une sobriété publicitaire", The Conversation, septembre 2019

Eric Brousseau, 2020, "De la nécessité de répondre à la menace cyber par la régulation", Acteurs Publics, Hors-Série, Février 2020 (Interview à la suite de la conférence du 05 décembre 2019 "Répondre à la menace cyber par la régulation")

- AI and machine learning RegTech tools can help trade repositories (TRs) tackle data quality issues.
 - For example, algorithms to help identify inconsistencies/gaps, match likely pairs of transactions and/or interpolate missing data points.





GOUVERNANCE ET EQUIPE

Eric Brousseau, Directeur scientifique



La Chaire Gouvernance et Régulation et le Club des Régulateurs sont dirigés par Eric Brousseau. Éric Brousseau est professeur d'économie et management ainsi que directeur de l'Ecole Doctorale à Dauphine | PSL. Il est également directeur du projet Governance Analytics, une initiative de recherche interdisciplinaire et stratégique (IRIS) soutenue par l'Université de Recherche PSL. Il est l'un des créateurs du Master Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN), co-habilité entre Dauphine, Polytechnique, Supélec, TélécomParisTech et l'Université Paris-Sud. Il a fondé en 2002 l'Institutional and Organisational Economics Academy (IOEA), et a présidé l'International Society for New-Institutional Economics (2013-2014). Il est également membre honoraire de l'Institut Universitaire de France.

Chiara Caccinelli, Déléguée générale (Février 2015-Septembre 2019)

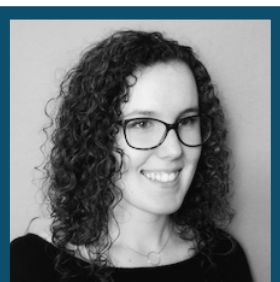


Les activités de la Chaire et du Club, ainsi que les projets qui y sont associés, sont animés par Chiara Caccinelli. Avant de rejoindre la Chaire en février 2015, Chiara travaillait en tant que chef de projet, *managing editor* et responsable de la valorisation de la recherche à l'Institut Universitaire Européen, au sein de la Florence School of Regulation (2011-2015). Elle était également responsable des publications et de la valorisation du projet THINK, financé par le 7^{ème} programme-cadre de l'Union Européenne (2011-2013). Auparavant, elle était analyste d'affaires européennes au sein du think tank italien Equilibri (2009-2011). Chiara a un master en Industries de Réseau et Economie Numérique (IREN) de Dauphine | PSL, et un master en affaires européennes de l'Università degli Studi di Perugia (Italie).

Marie-Hélène Caitucoli, Déléguée générale (Depuis septembre 2019)



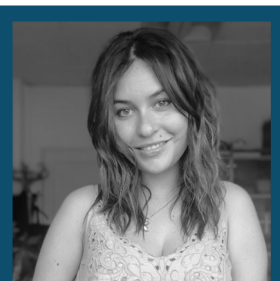
Co-directrice du Master Droit et Gestion publique Dauphine-ENA, elle a développé en tant que cheffe de projet, depuis janvier 2017, le pôle de politiques publiques de l'Université Paris-Dauphine, la House of Public Affairs, mettant les savoirs universitaires liés aux affaires publiques de manière pluridisciplinaire au service d'un vaste réseau de partenaires institutionnels de premier rang. Titulaire d'un Master recherche en études politiques sur les institutions européennes et Docteure en sciences politiques de l'EHESS, elle s'est ainsi auparavant spécialisée sur la théorie des institutions démocratiques. Egalement diplômée d'HEC Paris (majeure Finance), et de cursus complémentaires à l'ESADE de Barcelone et à University College London, elle bénéficie d'une expérience dans le conseil en organisation auprès de grands groupes et dans l'industrie du luxe où elle a exercé des fonctions de direction à l'international pendant plusieurs années.



Adèle Boutin :
Technicienne audiovisuel en
montage et post-production



Bruno Chaves :
Ingénieur de recherche
et webmaster



Joanna Chiapasco :
Chargée de communication
et d'événementiel



Delphine Lebrun :
Organisatrice événementiel

Le Comité d'Orientation de la Chaire

Le Comité d'Orientation regroupe neuf universitaires impliqués dans les activités de la Chaire représentant la diversité de composantes sur le plan académique.

Son rôle : Le Comité d'Orientation est composé de membres de l'équipe académique de la Chaire représentant les principales expertises disciplinaires. Son rôle est de conseiller la Direction Scientifique dans la préparation du programme, sa mise en œuvre et le contrôle de son exécution. Il se réunit quatre fois par an.

Il est composé de :

- Éric Brousseau
- Hervé Alexandre (professeur de finance à Dauphine | PSL)
- Georges Decocq (professeur de droit à Dauphine | PSL)
- Anne Epaulard (professeure d'économie à Dauphine | PSL)
- David Ettinger (professeur d'économie à Dauphine | PSL)
- Henri Isaac (maître de conférences en gestion à Dauphine | PSL)
- Julien Jourdan (professeur de stratégie à Dauphine | PSL)
- Joëlle Toledano (professeure émérite d'économie à la Chaire GovReg)
- Alexis Tsoukias (directeur de recherche au CNRS)

Le Comité de Pilotage de la Chaire

Chacune des parties prenantes – les mécènes, les partenaires experts, les partenaires institutionnels, le Comité d'Orientation, le Directeur de la Chaire, ainsi que la Fondation Paris-Dauphine – est représentée dans le Comité de Pilotage.

Son rôle : Le Comité de Pilotage est chargé de la définition du programme d'activités de la Chaire, de la détermination de la composition de l'équipe de chercheurs, de l'établissement du budget annuel et de la supervision de l'exécution du programme de travail défini. Il se réunit au moins deux fois par an.

Pour l'année 2019, les membres du CoPil sont :

- Éric Brousseau
- Christophe Bonnery, pour ENEDIS
- Christophe Boutin, pour l'ASFA
- Frédéric Deroin, pour la FDJ
- Jean-Michel Figoli, pour ENGIE
- Benjamin Guedou, pour RTE
- Philippe Pascal, pour le Groupe ADP
- Raphael Poli, pour la SNCF





- Blaise Rapior, pour VINCI Autoroutes
- Fabrice Dambrine / Marie-Solange Tissier, pour le CGE
- Monique Saliou, pour la Cour des Comptes
- Jean-Luc Sauron, pour le Conseil d'Etat
- Hervé Alexandre, professeur de finance à Dauphine | PSL
- Georges Decocq, professeur de droit à Dauphine | PSL
- Anne Epaulard, professeure d'économie à Dauphine | PSL
- David Ettinger, professeur d'économie à Dauphine | PSL
- Henri Isaac, maître de conférences en gestion à Dauphine | PSL
- Julien Jourdan, professeur de stratégie à Dauphine | PSL
- Joëlle Toledano, professeure émérite d'économie à la Chaire GovReg
- Alexis Tsoukias, directeur de recherche CNRS
- Angelos Souriadakis (Ylios), pour les Partenaires experts
- Anne Yvrande-Billon (ARAFER), pour le Club des Régulateurs
- Sandra Bouscal, pour la Fondation Paris-Dauphine

Le Comité de Direction du Club des Régulateurs

Le Comité de Direction est composé d'un représentant de chaque membre du Club, ainsi que du Directeur Scientifique (Eric Brousseau) et d'un représentant des partenaires experts de la Chaire Gouvernance et Régulation. Il élit son Président pour le représenter auprès des tiers et siéger au Comité de Pilotage de la Chaire. La Présidente du Club est actuellement Anne Yvrande-Billon, Vice-Présidente de l'ARAFER, devenue l'ART en octobre 2019..

Son rôle : Le Comité de Direction décide du programme de travail du Club et du rythme de ses réunions, l'organisation de ces dernières étant à la charge de l'équipe de la Chaire. Il se réunit au moins deux fois par an.

Pour l'année 2019, les membres du CoDir sont :

- Eric Brousseau
- Pauline Blassel, Secrétaire générale, pour l'HADOPI
- Bernard Boët, Directeur général, pour l'ARJEL
- Natasha Cazenave, Secrétaire générale adjointe, pour l'AMF
- Laurent Clerc, Directeur d'étude et d'analyse des risques, pour l'ACPR
- Nicolas Curien / Nathalie Sonnac, Membres du Collège, pour le CSA
- Caroline Gibon, Chef de bureau de la régulation économique des aéroports, pour la DGAC
- Dominique Jamme, Directeur Général, pour la CRE
- Marianne Leblanc Laugier, Présidente, pour l'ASI
- Christine Le Bihan-Graf (De Pardieu Brocas Maffei), pour les Partenaires experts
- Stéphane Lhermitte, Directeur Economie marchés et numérique, pour l'ARCEP, puis Maya Bacache, membre du Collège de l'ARCEP
- Maurice-Pierre Planel, Président, pour le Comité Economique des Produits de Santé
- Anne Yvrande-Billon, Vice-Présidente, pour l'ARAFER/ART





Steve Serafino
Conception graphique

Adèle Boutin
Crédit photo



Dauphine | PSL 
CHAIRE GOUVERNANCE
ET RÉGULATION